

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

Centre INRAE Occitanie-Toulouse

Etablissement Public à caractère scientifique et technologique (EPST)

Unité Mixte de Recherche 1388 GenPhySE

24, chemin de Borde Rouge - CS 52627

31326 CASTANET TOLOSAN CEDEX - France

Tél : 05.61.28.54.34

Consultation n° 2025-1388

**Prestations d'installation, de location et de
maintenance d'une cuve de stockage d'azote liquide
et approvisionnement en azote liquide**

SOMMAIRE

<u>Article 1 - Dispositions générales de l'accord-cadre</u>	4
Article 1.1 - Contexte Général	4
Article 1.2 - Objet	4
Article 1.3 - Décomposition de l'accord-cadre	5
Article 1.4 - Type et forme de l'accord-cadre	5
Article 1.5 - Conditions d'attribution des bons de commande	5
Article 1.6 - Réalisation de prestations similaires	6
Article 1.7 - Développement durable	6
Article 1.8 - Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles	7
<u>Article 2 - Pièces contractuelles</u>	8
<u>Article 3 - Intervenants</u>	8
Article 3.1 - Cotraitance	8
Article 3.2 - Sous-traitance	9
<u>Article 4 - Confidentialité et mesures de sécurité</u>	9
<u>Article 5 - Protection des données à caractère personnel</u>	9
Article 5.1 - Objet	9
Article 5.2 - Description du traitement faisant l'objet de la sous-traitance	9
Article 5.3 - Obligations du sous-traitant vis-à-vis du responsable de traitement	10
<u>Article 6 - Durée et délais d'exécution</u>	14
Article 6.1 - Durée du contrat	14
Article 6.2 - Reconduction	14
<u>Article 7 - Prix</u>	15
Article 7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	15
Article 7.2 - Modalités de variation des prix	15
Article 7.3 - Evolutions technologiques, techniques ou réglementaires	16
Article 7.4 - Problèmes temporaires d'approvisionnement	17
<u>Article 8 - Garanties Financières</u>	17
<u>Article 9 - Avance</u>	17
Article 9.1 - Conditions de versement et de remboursement	17
Article 9.2 - Garanties financières de l'avance	17
<u>Article 10 - Modalités de règlement des comptes</u>	17
Article 10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	17
Article 10.2 - Présentation des demandes de paiement	18
Article 10.3 - Délai global de paiement	19
Article 10.4 - Paiement des cotraitants	19
Article 10.5 - Paiement des sous-traitants	19
<u>Article 11 - Conditions d'exécution des prestations</u>	19
<u>Article 12 - Caractéristiques générales et techniques</u>	20
Article 12.1 - Cuve de stockage	20
a) Installation et location de la cuve azote liquide	20
b) Entretien et maintenance de la cuve azote liquide	21
c) Retrait de la cuve	21
Article 12.2 - Approvisionnement et livraison d'azote liquide	21
<u>Article 13 - Constatation de l'exécution des prestations</u>	21
Article 13.1 - Vérifications	21
Article 13.5 - Décision après vérification	21
<u>Article 14 - Garantie des prestations</u>	21
<u>Article 15 - Pénalités</u>	22
Article 15.1 - Pénalité pour travail dissimulé	22
Article 15.2 - Autres pénalités spécifiques	22
<u>Article 16 - Assurances</u>	23

<u>Article 17 - Résiliation du contrat</u>	23
Article 17.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre	23
Article 17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	24
<u>Article 18 - Règlement des litiges et langues</u>	24
<u>Article 19 - Dérogations</u>	24

Article 1 - Dispositions générales de l'accord-cadre

Article 1.1 - Contexte Général

Présentation du Centre INRAE Occitanie-Toulouse

L'Institut National de Recherche pour l'Agriculture, l'Alimentation et l'Environnement (INRAE) est un organisme de recherche scientifique publique finalisée, placé sous la double tutelle du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et du ministère de l'Alimentation, de l'Agriculture, et de la Pêche. Ses recherches concernent les questions liées à l'agriculture, à l'alimentation et à la sécurité des aliments, à l'environnement et à la gestion des territoires, avec un accent tout particulier en faveur du développement durable.

Ses missions générales sont :

- de produire et de diffuser des connaissances scientifiques ;
- de concevoir des innovations et des savoir-faire pour la société ;
- d'éclairer, par son expertise, les décisions des acteurs publics et privés ;
- de développer la culture scientifique et technique et participer au débat science/société ;
- de former à la recherche et par la recherche.

Présentation de l'Unité GenPhySE

L'Unité Mixte de Recherche GenPhySE (Génétique, Physiologie et Systèmes d'Élevage) réunit des chercheurs en sciences animales. Elle rassemble des compétences en génétique, épigénétique, génomique et physiologie animale et en systèmes d'élevage. L'objectif global de l'unité est de mieux connaître et améliorer les génomes, les animaux, les populations et les systèmes d'élevage des porcs, des petits ruminants, des volailles et des lapins. Ce panel de compétences permet de produire des connaissances fondamentales sur la structure, l'organisation et/ou le fonctionnement du génome et du méta génome, mais également des connaissances finalisées pour la sélection génétique, l'amélioration des pratiques d'élevage et la conception de systèmes d'élevage plus durables.

Intérêt scientifique et définition des besoins

Dans le cadre des projets de recherche menés dans l'unité, les chercheurs et techniciens ont besoin d'avoir un moyen de conserver des échantillons dans l'azote liquide, et de disposer d'azote pour des expérimentations.

Pour cela il est nécessaire à l'unité de disposer d'une cuve située à l'extérieur d'un bâtiment reliée à celui-ci par un système de tirage installé dans une salle prévue à cet effet, ayant un système de contrôle d'oxygène et un extracteur d'air non déplaçables.

Cette cuve est remplie à la demande au titulaire actuel. L'unité remplit des bonbonnes de façon hebdomadaire pour la conservation de ses échantillons.

Article 1.2 - Objet

La présente consultation concerne :

- La **location d'une cuve de stockage d'azote liquide** (comprenant son installation, sa maintenance préventive et curative ainsi que son retrait) ;
- Les consommables associés, à savoir la **fourniture d'azote liquide**.

Lieu(x) d'exécution :

Une partie du patrimoine de INRAE Occitanie-Toulouse :

- Le site d'Auzeville-Tolosane :
Unité Mixte de Recherche 1388 GenPhySE du Centre INRAE Occitanie Toulouse
Bâtiment C
24, chemin de Borde Rouge,
CS 52627
31320 Auzeville-Tolosane

Article 1.3 - Décomposition de l'accord-cadre

Il n'est pas prévu de décomposition en lots au motif que cela risquerait de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

Article 1.4 - Type et forme de l'accord-cadre

Il s'agit d'un accord-cadre composite comprenant une partie à prix :

- Forfaitaires s'agissant de la **location d'une cuve de stockage d'azote liquide** (comprenant son installation, sa maintenance préventive et curative ainsi que son retrait) ;
- Unitaires en ce qui concerne **l'acquisition des consommables associés, à savoir la fourniture d'azote liquide (m³)**, à bons de commande.

Il s'agit d'un **accord-cadre mono-attributaire conclu avec maximum de 50 000 euros HT** pour toute la durée de l'accord-cadre (quatre (4) ans) en application des articles L.2125-1 1°, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique.

Cet accord-cadre composite fixe toutes les conditions d'exécution des prestations et comprend des prestations forfaitaires au forfait et des prestations unitaires à bons de commande.

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins jusqu'à atteindre le montant maximum de commande.

Article 1.5 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins par courriel et/ou courrier avec accusé de réception.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- Le nom ou la raison social du titulaire ;
- La référence de l'accord-cadre (numéro et intitulé commençant par 2025-1388-...) ;
- La date et le numéro du bon de commande ;
- La nature et la description des prestations à réaliser ;
- Les délais d'exécutions (date de début et date de fin) ;
- Le lieu d'exécution des prestations ;
- Le montant du bon de commande HT et TTC ;

Le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

Chaque bon de commande sera notifié au titulaire dans les conditions définies à l'article 3.7 du C.C.A.G.-F.C.S.

Ils sont notifiés au titulaire sous forme dématérialisée. **Le titulaire doit fournir une adresse de messagerie électronique pérenne à laquelle ces documents seront transmis.**

Ils pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

Les bons de commande en cours d'exécution après le terme de l'accord-cadre ne pourront être exécutés au-delà de trois (3) mois après la durée de validité de l'accord-cadre, conformément à l'article 3.8.3 du C.C.A.G.-Fourniture Courantes et Services.

Seuls les bons de commande émis et approuvés par le représentant du pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le titulaire.

Article 1.6 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L.2122-1 et R.2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle les nouveaux accords-cadres peuvent être conclus ne peut dépasser trois (3) ans à compter de la notification de l'accord-cadre initial.

Article 1.7 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent, des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Protection de l'environnement

Conformément à l'article 7.1 du CCAG FCS, le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage.

Il doit être en mesure d'en justifier le respect, en cours d'exécution de l'accord-cadre et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Par dérogation à l'article 7.2 du CCAG FCS, en cas d'évolution de la réglementation dans ces domaines en cours d'exécution de l'accord-cadre, celle-ci s'appliquera de plein droit.

Conformément à l'article L.2112-2 du Code de la commande publique, le titulaire s'engage à respecter les conditions d'exécution en vue de la protection de l'environnement.

Fabrication - assemblage du matériel

Le titulaire fera part au pouvoir adjudicateur des éventuels eco-labels qui montrent son implication dans la réduction de son impact environnemental.

Si une analyse de cycle de vie concernant la fabrication de ce matériel a été réalisée, le titulaire la fournira à l'acheteur. Dans le cas contraire, le titulaire fera part de toute information permettant d'évaluer son attachement à diminuer son impact environnemental lors de la fabrication du matériel.

Emballages

Conformément à l'article 20.2 du CCAG FCS, lorsque cela n'est pas de nature à contrevenir aux règles sanitaires et d'hygiène, le titulaire utilise des contenants réutilisables, recyclés, recyclables ou réemployés. Il veille également, dans la mesure du possible, à en réduire les quantités, en volume et en poids.

Les emballages restent la propriété du titulaire et celui-ci les collecte en vue de leur recyclage ou de leur réutilisation.

Modalités de transport

Comme indiqué dans l'article 21 du CCAG FCS, le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des produits proposés.

Le titulaire privilégie le transport groupé des marchandises objets de l'accord-cadre afin de réduire les déplacements des véhicules de livraison.

Il favorise les modes de transports les plus respectueux de l'environnement, notamment les véhicules à faibles émissions, les modes de transports doux ou alternatifs à la route.

Ainsi, si le délai de livraison le permet, le titulaire évite le recours à l'avion, et/ou utilise des véhicules économes en carburant traditionnel, et/ou utilise des véhicules totalement ou partiellement électriques ou compatibles GPL ou GNV, et recourt à des véhicules réduisant les nuisances sonores. Le titulaire indiquera dans son offre le nombre de kilomètres parcourus depuis le dernier site de fabrication vers le site de livraison.

Gestion des déchets

L'article 20.4 du CCAG FCS prévoit que la valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations est de la responsabilité du titulaire pendant la durée de l'accord-cadre.

Le titulaire doit fournir au pouvoir adjudicateur un descriptif des déchets et les bonnes pratiques de leur traitement, conforme aux exigences réglementaires, notamment en ce qui concerne les déchets dangereux.

Entretien inclus dans la garantie

Pour l'exécution de la garantie des prestations prévues au présent accord-cadre, le titulaire veille à limiter l'impact environnemental concernant :

- La livraison et le transport des pièces proposées. Le titulaire privilégie le transport groupé des pièces détachées afin de réduire les déplacements des véhicules de livraison. Il favorise les modes de transports de ses personnels les plus respectueux de l'environnement, notamment les véhicules à faibles émissions, les modes de transports doux ou alternatifs à la route. ;
- Le changement des pièces : le titulaire précise dans son offre la liste des pièces changées de manière obligatoire et/ou régulière dans les 4 premières années. Il sera également précisé les méthodes de diagnostic permettant d'évaluer la nécessité de changer ces pièces ;
- Le traitement des pièces changées : recyclage, réemploi, réutilisation...etc ;
- Les conditions de commercialisation des pièces détachées de rechange par rapport à la date d'acquisition du matériel (durée de disponibilité des pièces détachées);
- Les déplacements des personnes affectées à la garantie du matériel. Le titulaire favorise les modes de transports de ses personnels les plus respectueux de l'environnement, notamment les véhicules à faibles émissions, les modes de transports doux ou alternatifs à la route.
- Avant toute intervention d'entretien, le titulaire s'engage à favoriser une assistance à distance.

Fin de vie du matériel

A la demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire assurera la reprise du matériel.

Dans le cadre de cette reprise, le titulaire enlèvera à ses frais le matériel et précisera son devenir, qu'il soit en état de fonctionnement ou non, en privilégiant les solutions liées au recyclage, réemploi ou la réutilisation.

En cas de recyclage de l'appareil, le titulaire fournira à l'acheteur un certificat/attestation prouvant le bon recyclage de l'appareil et sa traçabilité.

Article 1.8 - Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles

Lorsque la poursuite de l'exécution de l'accord-cadre est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édition par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, la suspension de tout ou partie des prestations est prononcée par le pouvoir

adjudicateur. Lorsque la suspension est demandée par le titulaire, le pouvoir adjudicateur se prononce sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Dans un délai adapté aux circonstances et qui ne saurait excéder quinze jours à compter de la décision de suspension des prestations, les parties conviennent des modalités de constatation des prestations exécutées et, le cas échéant, du maintien d'une partie des obligations contractuelles restant à la charge du titulaire pendant la suspension.

Dans un délai raisonnable, les parties conviennent également des modalités de reprise de l'exécution et, le cas échéant, des modifications à apporter à l'accord-cadre.

Le titulaire est tenu, à l'issue de la suspension, de reprendre l'exécution des prestations dans les conditions prévues par l'accord-cadre.

Il est notable que la fermeture de INRAE Occitanie-Toulouse imposée par la survenance de circonstances précitées et indépendantes de sa volonté entrainera la suspension totale des prestations et de fait celle de la rémunération du titulaire.

Cela sera notamment le cas lors d'une crise sanitaire.

Article 2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant.
- La Décomposition du Prix Global Forfaitaire (DPGF).
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU).
- Le(s) Catalogue(s) des prix (facultatif)
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) dont l'exemplaire conservé par l'INRAE fait seul foi.
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.
- Le plan d'implantation de la cuve d'azote liquide.
- Les bons de commandes émis par l'INRAE Occitanie-Toulouse et signés.
- Le mémoire technique (dans ces informations non contraires au présent accord-cadre).

Durant toute l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire devra se conformer à toutes lois, normes, décrets et textes réglementaires en vigueur régissant l'exercice des activités liées au présent accord-cadre.

Les conditions générales de vente du titulaire, en particulier, ne peuvent pas contredire les clauses contractuelles de l'accord-cadre et ne sont considérées comme des pièces contractuelles que si le pouvoir adjudicateur les accepte expressément.

Le titulaire déclare parfaitement connaître le C.C.A.G. mentionné bien qu'il ne soit pas matériellement joint à l'accord-cadre, accessible à l'adresse suivante :

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341>

Du fait de la notification de l'accord-cadre, les pièces mentionnées au présent article deviennent contractuelles.

Article 3 - Intervenants

Article 3.1 - Cotraitance

En cas de groupement d'opérateurs économiques, ce dernier peut être :

- Soit conjoint (lorsque chaque membre du groupement s'engage à exécuter le (ou les) prestation(s) susceptible(s) de lui être confiée(s) dans l'accord-cadre),
- Soit solidaire (lorsque chaque membre du groupement est engagé sur la totalité de l'accord-cadre).

Dans les deux formes de groupement, l'un des membres, désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire, représente l'ensemble des membres du groupement et en coordonne les prestations.

Le mandataire d'un groupement conjoint est solidaire, pour l'exécution de l'accord-cadre, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles.

Article 3.2 - Sous-traitance

En cas de sous-traitance, le titulaire devra obligatoirement renseigner une déclaration de sous-traitance par sous-traitant.

Article 4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

Article 5 - Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat.

Article 5.1 - Objet

Les présentes clauses ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le sous-traitant (ici le titulaire de l'accord-cadre) s'engage à effectuer pour le compte du responsable de traitement (ici l'INRAE Occitanie-Toulouse) les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données »).

Le présent accord-cadre déroge à l'article 5.2.3 du CCAG auquel fait référence l'accord-cadre, conformément aux exigences du règlement européen sur la protection des données.

Article 5.2 - Description du traitement faisant l'objet de la sous-traitance

Le sous-traitant est autorisé à traiter pour le compte du responsable de traitement les données à caractère personnel nécessaires pour exécuter le contrat suivant : Prestations d'installation, de location et de maintenance d'une cuve de stockage d'azote liquide et approvisionnement en azote liquide.

La ou les finalité(s) du traitement sont :

->La communication dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre

->Autres : Prestations d'installation, de location et de maintenance d'une cuve de stockage d'azote liquide et approvisionnement en azote liquide.

Les données à caractère personnel traitées sont :

- >Nom/Prénom
- >Coordonnées téléphoniques
- >Adresse physique
- >Adresse électronique
- >Photo
- >Identifiant
- >Profession

Les catégories de personnes concernées sont :

- >Salariés de l'INRAE Occitanie-Toulouse
- >Salariés du titulaire de l'accord-cadre
- >Sous-traitant(s) du titulaire de l'accord-cadre

Pour l'exécution du service objet du présent contrat, le responsable de traitement met à la disposition du sous-traitant les informations nécessaires suivantes :

- >Nom/Prénom
- >Coordonnées téléphoniques
- >Adresse physique
- >Adresse électronique
- >Photo
- >Identifiant
- >Profession

La nature des opérations réalisées sur les données par le sous-traitant est :

- > Collecte (captation directe par le sous-traitant de données personnelles)
- > Enregistrement (sauvegarde des données par le sous-traitant)
- > Organisation (classement des données par le sous-traitant)
- > Conservation (stockage des données sur une certaine durée par le sous-traitant)
- > Modification (modification des données par le sous-traitant)
- > Extraction (sélection de données pertinentes dans un ensemble de données par le sous-traitant)
- > Consultation (prise de connaissance des données par le sous-traitant)
- > Utilisation (toute forme d'exploitation des données par le sous-traitant)
- > Communication (diffusion des données par le sous-traitant, par exemple à un sous-traitant ultérieur de ce dernier)
- > Rapprochement (croisement de données entre-elles par le sous-traitant afin d'en déduire des informations supplémentaires)

Article 5.3 - Obligations du sous-traitant vis-à-vis du responsable de traitement

Article 5.3.1. Engagement du sous-traitant

Le sous-traitant s'engage à :

- traiter les données **uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s)** qui fait/font l'objet de la sous-traitance ;
- traiter les données **conformément à la bonne exécution du contrat**. Si le sous-traitant considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à

la protection des données, il en **informe immédiatement** le responsable de traitement. En outre, si le sous-traitant est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public ;

- **garantir la confidentialité** des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat ;

- veiller à ce que les **personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel** en vertu du présent contrat :

- s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité

- reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel

- prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de **protection des données dès la conception** et de **protection des données par défaut** ;

- Respecter son devoir d'alerte, d'assistance et de conseil vis-à-vis du responsable de traitement. Ainsi le sous-traitant s'engage d'une part, à signaler au responsable de traitement toute instruction qui constituerait une violation du RGPD ou de toute autre disposition du droit de l'Union Européenne ou de ses Etats membres.

D'autre part, le sous-traitant s'engage à aider le responsable de traitement à garantir le respect de ses obligations en matière de sécurité du traitement, de notification de violation de donnée et d'analyse d'impact sur la vie privée.

Enfin, le sous-traitant s'engage à assister le responsable de traitement dans le traitement des demandes d'exercice de droit des personnes concernées (droit d'accès, droit de rectification, droit à la portabilité, droit d'opposition, droit d'effacement, droit à la limitation, droit de ne pas faire l'objet d'une décision automatisée).

- Le sous-traitant, sur demande, met à la disposition du responsable de traitement **la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations** y compris dans le cas d'un éventuel audit ou d'une inspection.

Article 5.3.2. Sous-traitance

Le sous-traitant peut faire appel à un autre sous-traitant (ci-après, « le sous-traitant ultérieur ») pour mener des activités de traitement spécifiques. Le sous-traitant doit obtenir au préalable l'agrément du responsable de traitement par le biais du formulaire DC4, dont l'usage est obligatoire pour tout ajout ou remplacement d'un sous-traitant ultérieur.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions du responsable de traitement. Il appartient au sous-traitant initial de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le sous-traitant initial demeure pleinement responsable devant le responsable de traitement de l'exécution par l'autre sous-traitant de ses obligations.

Article 5.3.3. Droit d'information des personnes concernées

Il appartient au responsable de traitement de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

Article 5.3.4. Exercice des droits des personnes

Dans la mesure du possible, le sous-traitant doit aider le responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du sous-traitant des demandes de droit des personnes concernant le présent accord-cadre, le sous-traitant doit transmettre les demandes à l'adresse cil-dpo@inrae.fr

Article 5.3.5. Notification des violations de données à caractère personnel

Le sous-traitant notifie au responsable de traitement toute violation de données à caractère personnel sans délai après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant : mail suivi d'un courrier. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

Après accord du responsable de traitement, le sous-traitant notifie à l'autorité de contrôle compétente (la CNIL), au nom et pour le compte du responsable de traitement, les violations de données à caractère personnel dans les meilleurs délais et, si possible, 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord du responsable de traitement, le sous-traitant communique, au nom et pour le compte du responsable de traitement, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Article 5.3.6. Aide du sous-traitant dans le cadre du respect par le responsable de traitement de ses obligations

Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données.

Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

Article 5.3.7. Mesures de sécurité

Le sous-traitant s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Article 5.3.8. Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, en fonction de ce qu'il lui est demandé par le responsable du traitement, le sous-traitant s'engage à :

- Détruire toutes les données à caractère personnel ;

OU

- Renvoyer toutes les données à caractère personnel au responsable du traitement et détruire les copies existantes ;

Une fois détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction sous la forme d'un certificat de destruction qui sera communiqué par mail au responsable de traitement en la personne de l'opérationnel en charge du suivi du présent accord-cadre. En l'espèce, un certificat de destruction est un document écrit, daté et signé par le représentant légal du sous-traitant et mentionnant la date de destruction des données, et les éléments d'identification du sous-traitant (dénomination sociale, domiciliation, numéro SIRET/SIREN, nom du représentant légal). Ce certificat engage la responsabilité du sous-traitant quant à la complète destruction des données personnelles traitées dans le cadre du présent accord-cadre.

Avant toute destruction il doit respecter les durées légales de conservation.

Article 5.3.9. Délégué à la protection des données

Le sous-traitant communique au responsable de traitement **le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données**, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Article 5.3.10. Registre des catégories d'activités de traitement

Le sous-traitant déclare **tenir par écrit un registre** de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable du traitement ;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
 - la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
 - des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
 - des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
 - une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Article 6 - Durée et délais d'exécution

Article 6.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale d'un (1) an à compter de sa date de notification. Le délai d'exécution est fixé par le planning d'intervention proposé par le titulaire et validé par le pouvoir adjudicateur. Ce délai inclut le délai de livraison et de mise en place de la cuve d'azote, de mise en service de la cuve sur site, ainsi que les livraisons d'azote.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

Article 6.2 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à trois (3). La durée de chaque période de reconduction est d'un (1) an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de quatre (4) ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins deux (2) mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Dans le cas où l'accord-cadre est reconduit, le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

Article 7 - Prix

Article 7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires et prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Elles seront réglées soit par un prix unitaire en application des prix figurant sur le Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U.) et/ou dans le ou les catalogue(s) du titulaire aux quantités réellement exécutées ; soit par un prix forfaitaire en application des prix figurant sur la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F.).

Les prix sont établis hors taxes et en euros.

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales, ainsi que tous les frais afférents à l'assurance, au stockage, à la participation à toutes réunions ou déplacements nécessités par l'accord-cadre public ainsi que d'une façon générale tous frais nécessaires pour la mise en œuvre des dispositions nécessaires à la réalisation des prestations de l'accord-cadre. Les prix devront inclure de préférence les frais liés au transport, à défaut le titulaire devra préciser ses conditions tarifaires liées aux frais de transport.

La liste des produits figurant dans le bordereau des prix unitaires n'est pas exhaustive. Le pouvoir adjudicateur doit pouvoir choisir sur le catalogue du fournisseur, d'autres modèles de la même famille de produits. Ces produits seront strictement conformes à l'objet de l'accord-cadre.

Les prix sont ajustables en fonction de l'évolution du tarif du titulaire remis lors de son offre. Ces ajustements se feront par le biais d'un devis, tel que prévu à l'article 7.3 ci-dessous.

Article 7.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois qui précède celui de la date limite de réception des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix sont fermes la première année et révisibles à compter de la deuxième année à chaque date anniversaire (à compter de la date de notification) de l'accord-cadre.

Les révisions de prix devront suivre les indices INSEE (lien : <https://www.insee.fr/fr/accueil>). L'augmentation de prix ne devra pas dépasser 3% par an du prix de la location, de la maintenance annuelle et du prix unitaire du litre d'azote liquide.

Les prix seront révisés annuellement à compter de la deuxième année selon les formules suivantes :

- S'agissant de la prestation de location et de maintenance de la cuve d'azote liquide :

$$P = P_o (0,3 \text{ CPF } 24.10 / \text{CPF } 24.10_o + 0,2 \text{ ICHTREV TS} / \text{ ICHTREV TSo} + 0,2 \text{ MIG EBIQ} / \text{ MIG EBIQ}_o + 0,30)$$

En cas de hausse supérieure à 3% par an, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier l'accord-cadre sans indemnité ni préavis.

- S'agissant de la fourniture d'azote liquide :
Le titulaire enverra chaque année, 1 mois avant la date anniversaire du marché, le bordereau des prix révisés selon la formule suivante :

$$P = P_o (0,6 \text{ ICHTREV TS} / \text{ ICHTREV TSo} + 0,4 \text{ MIG EBIQ} / \text{ MIG EBIQ}_o)$$

→ Signification des indices :

P = Prix découlant de la révision.

P_o = Prix de base hors toutes taxes.

ICHTREV TS = Dernière valeur connue de l'indice du Coût Horaire du Travail-Révisé Tous Salariés, Industries Mécaniques et Electriques (<https://www.insee.fr/fr/statistiques/4281923>)
MIG EBIQ = Dernière valeur connue de l'indice Energie, Biens Intermédiaires et biens d'investissements (<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010534841>)
CPF 24.10= Dernière valeur connue de l'indice produits sidérurgiques en acier allié (<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010534267>)

En cas de hausse supérieure à 3% par an, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier l'accord-cadre sans indemnité ni préavis.

Ces formules paramétriques sont définies par défaut.

Le titulaire a la possibilité de proposer une autre formule avec leur offre et indiquer ci-dessous :

Les formules de révision proposées par le prestataire :

- S'agissant de la prestation de location et de maintenance de la cuve d'azote liquide :

Le pouvoir adjudicateur décide (réservé à l'administration) :

- ☐ d'accepter la formule de révision proposée par le titulaire
- ☐ ne pas accepter la formule de révision proposée par le titulaire

- S'agissant de la fourniture d'azote liquide :

Le pouvoir adjudicateur décide (réservé à l'administration) :

- ☐ d'accepter la formule de révision proposée par le titulaire
- ☐ ne pas accepter la formule de révision proposée par le titulaire

Pour les fournitures commandées sur le catalogue du titulaire, les prix de règlement de l'accord-cadre sont les prix HT figurant sur le catalogue du titulaire applicable à l'ensemble de sa clientèle, affectés du taux de remise minimale contractuel consenti. Une seule révision annuelle du catalogue sera acceptée.

Le taux de remise consenti par le titulaire dans son offre est le taux de remise minimal pour la durée de l'accord-cadre.

En cas de commande sur catalogue, le pouvoir adjudicateur demandera un devis avant de valider la commande.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier l'accord-cadre sans frais, si la hausse induite par la révision des prix est supérieure à 3% par an.

Article 7.3 - Evolutions technologiques, techniques ou réglementaires

En cas d'évolution technologique, de changement de technique ou de modification de la réglementation en cours d'exécution de l'accord-cadre, et après accord du pouvoir adjudicateur, le titulaire a la possibilité de modifier ou de remplacer les fournitures par des fournitures jugées plus performantes ou plus adaptées aux besoins de l'unité GenPhySE.

A ce titre, le titulaire appliquera sur ces produits les prix hors taxes figurant sur son catalogue, applicables à l'ensemble de sa clientèle, affectés du taux de remise minimale contractuel consenti. S'agissant des modifications telles que l'insertion de nouveaux produits portant de nouvelles références et de nouveaux prix, ainsi que pour un produit existant déjà sur le BPU ou son catalogue, les modifications portant sur les numéros de références, les modifications de prix, les appellations de produits ou la mise à jour de ces produits, il suffit que le titulaire fournisse un nouveau devis pour que soit entériné ces modifications. Il s'agira alors d'ajustement visés à l'article 7.1 ci-dessus.

Article 7.4 - Problèmes temporaires d'approvisionnement

En cas de problèmes temporaires d'approvisionnement, le titulaire s'engage à trouver une solution de remplacement afin de livrer l'azote liquide et de ne pas perdre les échantillons.

Article 8 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

Article 9 - Avance

Article 9.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux (2) mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois. Cette avance est portée à 10% si la société est une PME.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant du bon de commande.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R.2191-6, R.2193-10 et R.2193-17 à R.2193-21 du Code de la commande publique.

Article 9.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

Article 10 - Modalités de règlement des comptes

Article 10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

Le paiement de l'installation de la cuve d'azote sera effectué en totalité après émission par le pouvoir adjudicateur du procès-verbal d'admission dans les conditions fixées par le présent marché.

Le paiement de la location et de la maintenance de la cuve s'effectuera :

- ☐ mensuellement à terme à échoir
- ☐ annuellement à terme à échoir

Le paiement de l'approvisionnement d'azote devra être mensuelle à terme échu, après service fait.

Le paiement du retrait de la cuve s'effectuera en fin de contrat à terme échu après le démontage, la vidange et le transport de la cuve par le titulaire.

Article 10.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation **Chorus Pro**. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant le pouvoir adjudicateur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R.123-221 du code de commerce.

Pour ce faire, après avoir enregistré votre société sur le portail Chorus Pro, vos factures dématérialisées devront être adressées à l'INRAE et devront comporter obligatoirement les informations suivantes :

- Le numéro SIRET, qui identifiera INRAE en tant que destinataire de la facture : 18007003901134
- Le numéro de l'accord-cadre
- Le numéro d'engagement que vous trouverez sur le bon de commande transmis pour acter votre prestation (45+8 chiffres) transmis pour acter votre prestation
- Service d'Etat : non
- Structure active sur Chorus Pro : oui
- Receveur EDI : non
- Codes services : non

Vous pouvez, pour plus d'information, consulter le site Communauté Chorus Pro, dédié à la préparation concernant la facturation électronique.

Les fournisseurs peuvent prendre connaissance des modalités de dépôt en consultant les liens suivants :

- Pour les anglophones : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/communaute-chorus-pro-la-documentation-est-disponible-en-anglais/>
- Pour les francophones : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/emetteur-de-factures-electroniques/>

Article 10.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de trente (30) jours à compter de la date de réception des factures par le représentant du pouvoir adjudicateur.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de quarante (40) euros. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Article 10.4 - Paiement des cotraitants

Chaque membre du groupement conjoint perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

Article 10.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L.2193-10 à L.2193-14 et R.2193-10 à R.2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de quinze (15) jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

Article 11 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

Les décisions ou communications relatives à des prestations sous-traitées sont adressées au titulaire qui a seule qualité pour présenter des réserves.

Les prestations sont exécutées à la demande expresse du Centre INRAE Occitanie-Toulouse. Celui-ci adressera au titulaire, préalablement à l'exécution des prestations un bon de commande signé, daté définissant la nature des prestations et à partir des prix unitaires figurant sur le BPU et/ou le(s) catalogue(s) de prix du titulaire.

Les bons de commande sont écrits. Ils sont validés, numérotés et datés par le pouvoir adjudicateur. Les délais fixés dans les bons de commande ont valeur contractuelle. Leur non-respect peut entraîner des pénalités à l'encontre du titulaire.

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur et/ou à l'adresse postale et/ou électronique, par dérogation aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Adresses d'exécution des prestations :

Centre de recherches INRAE Occitanie-Toulouse Site d'Auzeville-Tolosane Unité Mixte de Recherche 1388 GenPhySE
Bâtiment C 24, chemin de Borde Rouge, CS 52627 31320 Auzeville-Tolosane

Le titulaire est seul responsable des opérations de déballage, et de manutention des pièces lourdes. Le matériel est muni d'une plaque d'immatriculation portant le nom du fabricant, le type d'appareil, et son numéro de fabrication. Le matériel doit être conforme aux normes européennes.

La livraison d'azote liquide dans la cuve de stockage s'effectuera mensuellement (1 à 2 fois par mois).

Travailleurs étrangers

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités ou accords internationaux.

Article 12 - Caractéristiques générales et techniques

Article 12.1 - Cuve de stockage

a) Installation et location de la cuve azote liquide

L'installation de la cuve est à la charge du titulaire.

La cuve devra avoir un volume minimum de 1345 litres et ne sera pas enterrée. L'emplacement devant accueillir la cuve est situé à l'extérieur du bâtiment C de l'UMR GENPHYSE, selon l'implantation prévue en annexe1 au présent document. Celui-ci est grillagé et mesure 3m x 4 m soit 12m².

Le branchement vers le système de tirage est à l'intérieur du dit bâtiment et ne devra pas engendrer de nouveaux perçages ou de modifications.

En cas de détériorations effectuées à l'extérieur ou à l'intérieur du bâtiment lors de l'installation, le titulaire s'engagera à effectuer les réparations à sa charge. Cette installation devra respecter les normes de sécurité en vigueur. Une visite de site sera possible.

Après installation, la cuve de stockage sera louée par le titulaire à INRAE.

Le titulaire assurera la maintenance de la cuve selon les modalités indiquées dans son offre, conformément aux normes en vigueur.

b) Entretien et maintenance de la cuve azote liquide

L'entretien courant, les réparations et les interventions sur l'installation seront effectués par le titulaire pendant la durée du contrat, toutes pièces, main d'œuvre et déplacements compris sur le site de l'installation : INRAE GENPHYSE, 24 chemin de Borde Rouge, Bâtiment C, 31326 Castanet Tolosan cedex. Le titulaire devra effectuer le nécessaire suite aux dysfonctionnements signalés par INRAE.

A chaque intervention sur l'installation, le titulaire devra nous fournir un compte-rendu d'intervention par mail au correspondant technique indiqué à l'article 8 du présent document.

c) Retrait de la cuve

Le retrait de la cuve est à la charge du titulaire.

En fin de contrat, le démontage, la vidange, le transport de la cuve et la remise en état et requalification seront pris en charge par le titulaire. Un protocole de retrait de la cuve devra être fourni par le titulaire.

Article 12.2 - Approvisionnement et livraison d'azote liquide

La commande d'azote liquide se fera au moyen d'un système de télémétrie lorsque le niveau de la cuve sera à 30%.

La livraison de l'azote liquide devra intervenir impérativement dans un délai de 48h maximum à compter de la réception de la commande et pourra s'effectuer par le titulaire sur le centre INRAE Occitanie-Toulouse de 8h à 11h30 ou de 13h à 16h du lundi au vendredi.

Le suivi des livraisons devra être accessible via un outil en ligne par plusieurs utilisateurs. Cet outil devra également permettre le déclenchement manuel d'une livraison par les utilisateurs eux-mêmes. Chaque livraison devra déclencher un bon de livraison qui sera envoyé par mail aux utilisateurs.

Article 13 - Constatation de l'exécution des prestations

Article 13.1 - Vérifications

Les vérifications seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service. Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG-FCS, les étapes de vérifications se dérouleront en l'absence du titulaire. Un test sera effectué afin de vérifier le bon fonctionnement du matériel quinze (15) jours calendaires à compter de la mise en service du matériel.

S'agissant de l'installation de la cuve, un procès-verbal de livraison et d'installation sera signé par la personne habilitée d'INRAE. Ce procès-verbal validera l'installation complète de la cuve qui sera mis en service par le titulaire.

Par dérogation à l'article 23.2 du CCAG FCS, la vérification de la bonne installation de la cuve se fera selon les modalités prévues par le titulaire dans son offre.

L'admission de la cuve sera réalisée par la signature d'un procès-verbal d'admission.

Article 13.5 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

Article 14 - Garantie des prestations

La garantie s'appliquera sur l'ensemble des prestations durant la totalité de la durée de l'accord-cadre.

Article 15 - Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à l'application de pénalités.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'imputer au titulaire les pénalités décrites ci-dessous au présent article.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de ses obligations, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté du pouvoir adjudicateur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Article 15.1 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

Article 15.2 - Autres pénalités spécifiques

L'établissement se réserve la possibilité d'imputer au titulaire les pénalités décrites ci-dessous au présent article.

Le présent article déroge à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné, par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS.

Les pénalités de retard pourront être appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Pénalités de retard	Journalière	50 €	Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci peut encourir, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 50 euros HT
Pénalité par prestation commandée par le pouvoir adjudicateur et non assurée	Forfaitaire	40 %	Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci peut encourir, par prestation complémentaire non assurée et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 40% du montant de cette prestation.

Pénalité pour toute interdiction expresse non respectée	Journalière	200 €	Lorsque le titulaire ne respecte pas les interdictions expresses formulées par le pouvoir adjudicateur, celui-ci peut encourir, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 200 euros HT
Pénalité pour non-respect des exigences techniques ou engagements qualitatifs et quantitatifs tels que défini dans le cahier des charges.	Forfaitaire	200 €	Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'imputer au titulaire, sans mise en demeure préalable, des pénalités pour non-respect des engagements qualitatifs ou quantitatifs par le titulaire tels que défini dans le cahier des charges. Cette pénalité est de 200 euros HT par constat.
Pénalité pour utilisation de matériel hors d'usage ou défectueux	Journalière	150 €	Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'imputer au titulaire, après mise en demeure restée infructueuse, des pénalités pour utilisation de matériel hors d'usage ou défectueux. Pour chaque matériel, cette pénalité est de 150 euros HT par constat et par jour.
Pénalité en cas de défaut ou retard dans la mise à disposition des documents	Journalière	150 €	En cas de défaut ou retard dans la mise à disposition des documents prévus au présent accord-cadre, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'imputer au titulaire, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 150 euros HT par jour de retard.

Article 16 - Assurances

Par dérogation aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai maximum de cinq (5) jours suivant le courrier d'information au candidat pressenti, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Le titulaire devra justifier de bénéficier d'une assurance garantissant la responsabilité qu'il peut encourir soit de son fait, soit du fait des personnes travaillant à son service à l'occasion de l'occupation des locaux et de l'utilisation des installations et du matériel mis à sa disposition, ainsi qu'à l'occasion des actes de toute nature accomplis dans l'exercice de son activité.

Il devra par la suite remettre, tous les six mois, au pouvoir adjudicateur une attestation d'assurance actualisée durant toute l'exécution de l'accord-cadre.

Article 17 - Résiliation du contrat

Article 17.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 29 à 36 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-3 et R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces

prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du Code du travail conformément à l'article R.2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

Article 17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L.627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L.622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

Article 18 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Toulouse est compétent en la matière.

Tous les documents, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

Le mémoire technique pourra être exceptionnellement fourni en français ou en anglais (uniquement).

Article 19 - Dérogations

Compte-tenu de la hiérarchie des pièces contractuelles, l'absence de mention d'une dérogation au C.C.A.G. FCS par le présent article ou dans le corps d'une pièce particulière de l'accord-cadre, ne fait aucunement obstacle à son caractère pleinement applicable au titulaire. Il est expressément stipulé que la liste des dérogations au C.C.A.G. FCS n'a qu'une valeur indicative.

Cette liste n'est donc pas nécessairement exhaustive. Par conséquent, les dispositions dérogatoires au C.C.A.G. FCS qui ne figureraient pas dans la liste ci-dessus conserveraient néanmoins toute leur valeur contractuelle pour l'exécution du présent accord-cadre.

- L'article 2 du CCP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 5 du CCP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 6.1 du CCP déroge à l'article 13.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11 du CCP déroge à l'article 3.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14 du CCP déroge à l'article 33 du CCAG - Fournitures Courantes et Services

- L'article 15 du CCP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15 du CCP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15 du CCP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16 du CCP déroge à l'article 9 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 19 du CCP déroge à l'article 1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services